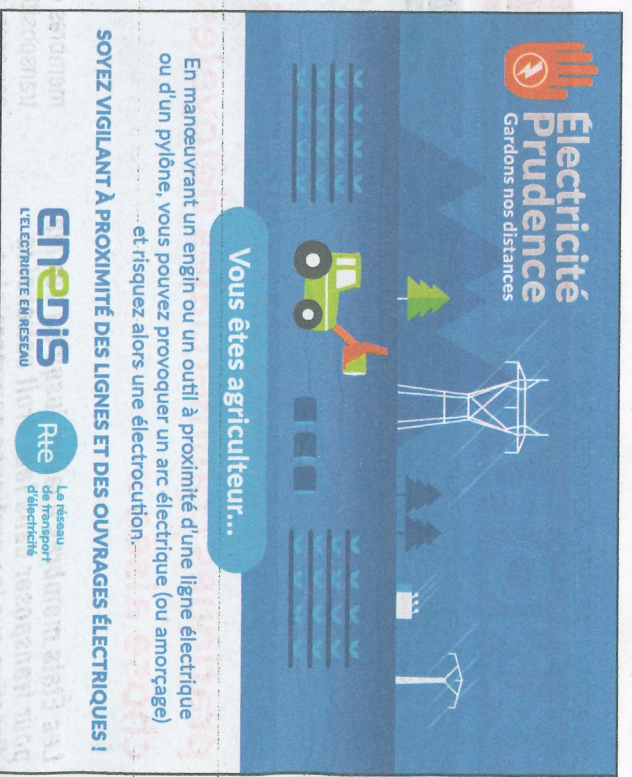


Journalier agricole

Hébdomadaire d'informations agricoles • **REUSSIR**

L'HEBDOMADAIRE AGRICOLE • n° 1328 • Jeudi 24 juin 2021 • 2,71 euros N° ISSN : 1289-2530



Electricité Prudence
Gardons nos distances

En manoeuvrant un engin ou un outil à proximité d'une ligne électrique ou d'un pylône, vous pouvez provoquer un arc électrique (ou amorçage) et risquez alors une électrocution...

SOYEZ VIGILANT À PROXIMITÉ DES LIGNES ET DES OUVRAGES ÉLECTRIQUES !

Vous êtes agriculteur...

ENEDIS Le réseau de distribution de l'électricité en réseau
Re Le réseau de distribution de l'électricité en réseau

• **GDS**
Transport d'animaux vivants
Un nouveau règlement.
Pages 10 et 11

• **VISIOS DU JEUDI**
Bovins lait, viande et ovins
Analyses des références technico-économiques.
Page 4

Le silo du futur



Page 3

La coopérative Val'Limagne.coop présente son nouveau silo d'une capacité de stockage de 30 000 tonnes, équipé des toutes dernières avancées technologiques.

SAFER

Moins de transactions
Malgré la crise, les prix poursuivent leur hausse.

Pages 8 et 9



© DR

Éditorial

Échec des négociations sur la PAC : une navigation à vue...

Vendredi dernier, les négociateurs européens du Parlement, du Conseil des ministres et de la Commission se sont séparés sur un échec après trois jours et demi de négociations sur la future Politique Agricole Commune. Cet échec n'est pas qu'un « report de plus » dans une négociation si longue qu'elle a déjà provoqué le décalage de deux ans du démarrage de cette nouvelle PAC. Il marque une déconnexion entre la ligne directrice du parlement rejointe par la Commission et les agriculteurs européens.

La dimension environnementale a été le point de blocage des discussions. Le parlement souhaitait aller plus loin que la proposition sur la table et relever encore la marche à franchir par les agriculteurs. Dans des discours médiatiques faciles, certains négociateurs ont pris le parti de stigmatiser le manque d'ambition environnementale du projet. C'est regrettable. Car en agissant ainsi, ils décrédibilisent le projet de réforme qui porte pourtant une ambition forte sur l'environnement. La future PAC soumettra en effet un quart (chiffre encore en négociation) des aides du premier pilier versées à des pratiques vertueuses. Un quart qui s'ajoute au tiers des aides déjà conditionné par les précédentes réformes de la PAC ! Un quart qui ne sera tout simplement pas versé à l'agriculteur qui n'atteint pas ses objectifs ! À méditer quand on sait que les aides européennes représentent plus que le revenu d'un producteur de céréales ou d'un éleveur de viande bovine...

On en vient même à se demander si certains, pour pousser encore le bouchon, ne souhaiteraient pas têter-totat de la réforme pour repartir sur un nouveau projet de PAC qui devienne la traduction opérationnelle des stratégies « Farm to fork » et « biodiversité ». Des stratégies qui fixent des objectifs (réduction de 50% des pesticides chimiques, baisse de 20% des engrais en 2030, transformation de 30% des terres en zones protégées...) encore plus élevés. Mais surtout des stratégies qui n'ont fait l'objet d'aucune étude d'impact pour mesurer leurs effets sur la production agricole européenne ou sur la souveraineté alimentaire européenne ! Alors que nous travaillons au quotidien pour répondre aux enjeux environnementaux, pour traduire une transition écologique en essayant de vivre de notre métier, nous sommes atterrés de cette déconnexion. Il ne peut y avoir d'un côté quelques décideurs éclairés et de l'autre des agriculteurs entêtés. Espérons que les négociations de fin juin remettent un peu de bon sens et permettent de faire rejallir l'intérêt général qui nécessite un équilibre dans les décisions.

À force de naviguer à vue, sans boussole, sans tableau de bord, l'Europe prend le risque de perdre au propre comme au figuré ses agriculteurs.

CHRISTIANE LAMBERT,
PRÉSIDENTE DE LA FNSEA ET DU COPA